

7 juillet 2026 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe du Président de la République et de M. Ahmed al-Charaa, Président de transition de la République arabe Syrienne.

Emmanuel MACRON

Merci Monsieur le Président. Merci pour vos mots,
Mesdames, Messieurs les ministres,

Mesdames, Messieurs en vos grades et qualités. Je veux d'abord remercier le Président pour son accueil hier soir, pour nos premiers échanges, pour cette promenade à travers la ville des Omeyyades à une vue nocturne de Damas, et évidemment des échanges que nous avons eus ce matin avec également la rencontre économique.

Je veux dire ici l'émotion qui est la nôtre d'être en effet de retour aujourd'hui en Syrie, à Damas avec vous. Il y a l'histoire, bien sûr, celle de votre pays, au carrefour de tant de civilisations, d'idées, de mouvements, qui nous ont chacun façonné et permis d'être ce que nous sommes au Levant, en Méditerranée, en Europe aussi, tant nous sommes indéfectiblement liés les uns aux autres. Il y a notre histoire, plus particulièrement, et celle des 15 dernières années, au cours desquelles les Syriens ont montré à tous qu'un peuple uni était invincible, qu'il menait une révolution de la dignité et qu'il vaincrait, quoi qu'il en coûte. Il a fallu du courage à ceux qui, les premiers, à Deraa, Damas, Homs, Alep, et partout dans le pays, sont sortis les premiers pour demander la chute du régime. Il a fallu du courage et de l'audace à ceux qui ont fait vivre le grand rêve d'une Syrie libre alors que le dictateur précipitait leur pays dans l'abysse. Il a fallu de l'abnégation à ceux qui ont tout perdu, leurs enfants, leurs familles, leurs biens, sur les routes de l'exil. Je pense, entre autres, aux jeunes Hamza al-Khatib, aux jeunes Alan al-Kurdi, à la courageuse Razan Zeitouneh, à la remarquable Bassma Kodmani, à l'honnête César et à tant d'autres qui incarnent chacun à leur façon le malheur et la grandeur du peuple syrien. Avec force, la France dit en ce jour, hommage à eux, hommage au peuple syrien tout entier.

Monsieur le Président, je sais la solitude des Syriens dans la guerre, sous les coups du dictateur, de ces milices, de ces alliés, des terroristes et des fanatiques venus combattre ici à leurs dépens. Il a fallu trop de temps pour en sortir. Les Français le savent bien. Les attaques terribles qui ont endeuillé notre pays en 2015, puis en 2016, ont été préparées en Syrie par des groupes terroristes qui ont recruté trop de volontaires dans les jeunesses françaises, européennes ou maghrébines. Beaucoup ont commis ici et en France de graves crimes, mais le pire aurait été de se résoudre au chaos. La France a donc accompagné les Syriens de son mieux, avec constance, contre l'ancien régime, contre les terroristes, avec ceux qui les combattaient, avec tous ceux qui pouvaient concourir à l'avènement d'une nouvelle Syrie, du début jusqu'à la fin.

Aussi, Monsieur le Président, lorsqu'une nouvelle ère s'est ouverte, la France a décidé, en conscience, de l'accompagner. C'est dans cet esprit que je vous avais reçu à Paris le 7 mai 2025 pour votre première visite en dehors de cette région. Je vous ai alors dit l'engagement de la France pour une Syrie libre et souveraine. Je vous ai dit combien nous étions à vos côtés sur ce chemin de confiance, où il y avait, vous le saviez, beaucoup à faire. J'avais pris l'engagement de venir, et je suis là. En effet, nous sommes à vos côtés pour vous dire notre confiance dans le peuple syrien, dans votre travail pour apporter la paix, la sécurité, la prospérité. J'y vois aussi le signe que la liberté nous est une cause commune.

Rien n'est simple et la route est longue, nous le savons, mais vous avez pris vos responsabilités et déjà beaucoup accompli. La transition politique se poursuit avec la nomination du Parlement. La lutte contre le terrorisme est rude et vous la menez avec détermination. La réintégration des groupes qui ont combattu Daesh, tout particulièrement les forces démocratiques syriennes, se poursuit dans le respect des engagements pris à leur égard. Et la clarté de votre propos vous permet de gagner la confiance des partenaires internationaux.

Bien davantage reste encore à faire, nous l'avons longuement évoqué, vous le savez mieux que quiconque. La Syrie a besoin de tous ses enfants et chacun doit y trouver sa place. Sans doute est-ce là un grand défi, car il vous faut rassembler les Syriens, convaincre ceux qui ont fui que leur avenir est désormais ici. Pour faire tout cela, il est nécessaire qu'à la dictature succède un véritable état de droit. Cela seul permettra la construction d'une nouvelle Syrie et la prospérité de cette dernière. La France a des attentes, vous le savez, des espoirs, des intérêts aussi. En retour, la Syrie a raison de lui demander de s'engager concrètement. C'est ce que nous faisons au travers du partenariat global que nos ministres viennent de signer. C'est aussi le sens des nombreux accords que nous avons conclus. Tout cela témoigne de nos intérêts communs. D'abord, dans la lutte contre le terrorisme que j'évoquais à l'instant, le contrôle de l'Etat sur l'ensemble du territoire syrien est nécessaire à la sécurité des Syriens comme de tous. La France maintient son engagement au sein de la coalition internationale contre Daesh, est aussi disponible pour mener des actions de lutte contre le terrorisme à vos côtés et au service de la souveraineté syrienne. Elle coopère activement avec les autorités de Damas et est prête à faire davantage encore en matière de sécurité, à la fois sur le plan capacitaire, sur le plan de la formation, sur le plan des coopérations.

Dans la lutte contre l'impunité, ensuite, car il est vital pour l'avenir de la Syrie que la parole des victimes soit recueillie, que justice leur soit rendue, que leurs bourreaux soient jugés, quels qu'ils soient. C'est une condition nécessaire, nous le savons, à la paix civile. Vous avez pris l'engagement que les violences ayant suivi la chute de l'ancien régime seraient incluses, et c'est important. La France, là aussi, vous accompagnera. La Syrie se verra ainsi restituer les plus de 50 millions d'euros issus de la saisie de biens mal acquis par la famille de l'ancien dictateur. Nous sommes les premiers à avoir conduit cette action en justice et à être allés jusqu'au bout, et nous poursuivrons partout où elle sera possible. Ces fonds seront rendus au peuple syrien pour financer des projets de développement concret sur le territoire.

Sur le plan économique, nous mesurons combien l'urgence est là de rendre aux Syriens l'espoir d'une vie meilleure. La France apportera son assistance à la restauration des institutions financières, au financement de la reconstruction et à la conduite de vos projets. Nous l'avons longuement évoqué hier et ce matin. L'accès aux crédits, le rétablissement des services bancaires restent la première condition pour que les entrepreneurs syriens puissent agir. La France croit dans l'avenir de votre pays, dans sa reconstruction immédiate, mais aussi en tant que pays cœur de cette région, au cœur de corridors énergétiques, logistiques, d'interconnexion aussi de données, au cœur du lien nouveau à bâtir entre le Golfe et l'Europe.

Nous avons un intérêt commun à construire les infrastructures énergétiques, je le disais, les réseaux d'électricité, les moyens commerciaux qui nous permettent de croire à un avenir possible et ensemble de bâtir cette prospérité. Plusieurs chefs d'entreprise sont là, qui nous accompagnent. Ils viennent pour investir, pour reconstruire. CMA CGM qui a signé le premier contrat d'investissement international en 2025 et poursuit son développement et ses investissements dans votre pays. TotalEnergies là aussi poursuit ses investissements dans tous les domaines, à la fois sur le transit de l'énergie, sur les productions d'énergie fossiles ici même et sur la production d'énergie renouvelable, et qui souhaite ô combien participer à la reconstruction des interconnexions que j'évoquais et du corridor énergétique, en particulier Kirkouk-Banias, que nous avons là aussi longuement évoqué. Toutes les entreprises qui étaient là, vous l'avez vu, sont volontaires pour faire davantage et le faire dans un cadre qui soit celui de l'état de droit, de la lutte contre la corruption, de la clarté que vous défendez et un cadre auquel nous voulons contribuer.

C'est avec la même détermination que nous voulons avancer sur la sécurisation des titres, sur la construction d'hôpitaux, sur l'offre éducative et dans l'enseignement supérieur. En effet, s'agissant de l'éducation et de la culture, elles sont au cœur des affinités que Français et Levantins cultivent de longue date. Car en Syrie, l'archéologie en est un socle. Je suis donc heureux d'annoncer, comme vous l'avez dit, le retour en Syrie de 23 pièces archéologiques qui avaient été prêtées à l'Institut du monde arabe en 2010. Nous nous attacherons à relancer notre coopération éducative, scientifique et culturelle, notamment en ouvrant l'Institut français du Proche-Orient dans ses locaux de Damas, en facilitant le retour en activité des établissements français, nos universités, Sciences Po et beaucoup d'autres, en développant des offres nouvelles en matière de numérique, en consolidant vos efforts en matière d'éducation, et en souhaitant aussi poursuivre en matière culturelle le travail, comme nous l'avons fait ces dernières années, en particulier en soutenant aussi l'action d'Aliph dans votre pays. Mais évoquant les établissements français, je veux ici dire, et nous l'avons évoqué ensemble, l'importance des écoles chrétiennes francophones que l'ancien régime avait obligé à fermer leurs portes. Nous œuvrons et nous sommes prêts à avancer aux côtés de l'œuvre d'Orient pour que toutes celles qui peuvent l'être soient rouvertes dans les meilleurs délais. Le fonds dédié à cette mission sera évidemment disponible pour permettre d'éduquer, d'instruire des jeunes filles et des jeunes garçons partout dans le pays.

Sur la paix et la sécurité au Moyen-Orient, nous avons eu, M. le Président, un excellent échange hier et aujourd'hui, et je vous en remercie. Je veux saluer ici la modération, le sens des responsabilités que vous montrez dans un contexte difficile. Je soutiens votre objectif de faire d'abord respecter la souveraineté de votre pays et son intégrité territoriale. Cela vaut pour tous, et d'abord pour vos voisins, dont les incursions, les ingérences, les frappes ne sont pas acceptables. Je soutiens aussi votre volonté d'établir des relations nouvelles avec le Liban, d'égal à égal. Le rétablissement de l'autorité de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire est une exigence que nous partageons. Le Hezbollah doit rendre les armes. Israël doit quitter le Liban. La Syrie et le Liban ont vocation à se rapprocher, à œuvrer ensemble pour lutter contre toute forme de terrorisme, et ensemble à se rapprocher de l'Europe, dont vous êtes les partenaires naturels dans la région.

Voilà, Monsieur le Président, ce dont je voulais témoigner ici, et je voudrais terminer par là où vous avez fini vous-même, dire qu'en effet, nous avons pris la décision, au-delà des choix que nous avons déjà faits ces derniers mois, eh bien, de nommer de part et d'autre nos ambassadeurs, de consolider tout cela, d'être des acteurs de cette ère nouvelle et d'agir ensemble en défendant chacun de nos intérêts, mais avec détermination et volonté, en effet, de construire un partenariat nouveau entre nos deux pays, fort aussi de leur histoire, et un partenariat nouveau entre la région et l'Europe, défendant cette paix et cette sécurité pour tous à laquelle nous croyons, et cette histoire de souveraineté que vous portez aujourd'hui pour la Syrie et à laquelle nous croyons pour toute la région. La France, en tout cas, vous le savez, est à vos côtés. Merci, Président.

Journaliste

Monsieur le Président, quelles sont les priorités de la France à l'égard de la Syrie, en particulier concernant la mobilisation et le soutien international, et pour soutenir le processus de développement en Syrie ?

Emmanuel MACRON

Merci. Merci beaucoup. J'ai essayé de les dire dans mon propos. C'est d'abord aider à la reconstruction, je dirais aux reconstructions au pluriel, que la justice puisse se faire et s'organiser, que l'Etat de droit se mette en place et se structure avec ses cadres, le travail sur la Constitution, mais tout ce qui, derrière, construit la capacité à ce que, au fond, l'Etat de droit permette de donner des règles à tous, parce que c'est la garantie que justice soit faite après 14 années de guerre et des décennies d'un régime autoritaire, et c'est la garantie de l'unité du peuple syrien et de sa liberté.

Reconstruction aussi économique, qui, elle aussi, ne sera possible que si les services de base sont restaurés, qu'il y a un véritable système bancaire fiable, assuré, que s'il y a un choc de confiance sur lequel vous travaillez, et nous voulons être vos partenaires en la matière, et donc des banques solides, un système bancaire consolidé, un système de paiement et de compensation qui fonctionne, et un cadre de lutte contre la corruption et toute forme de financement occulte qui garantira des investissements de qualité et un juste retour de ces investissements à l'économie syrienne.

Donc ça, c'est le premier axe, c'est les reconstructions. Pourquoi ? Parce que nous croyons dans votre peuple, que nous avons toujours soutenu et dans son histoire, parce que nous pensons que votre peuple le mérite, parce que nous pensons aussi que c'est une condition de stabilité, c'est même la condition de stabilité, pour éviter que d'autres viennent piller, que d'autres viennent déstabiliser ou qu'à nouveau la guerre s'empare du pays. Nous pensons que ce faisant, c'est notre intérêt, parce que quand le terrorisme regagne ici, nous sommes menacés, et parce que nos entreprises ont aussi leurs propres intérêts à défendre. Premier axe, les reconstructions. A cet égard, au-delà, c'est aussi défendre nos intérêts et être partie prenante de ces corridors énergétiques, de ce *hub* que vous voulez bâtir, parce que nous considérons que nos entreprises et nos investisseurs peuvent y avoir un intérêt en participant à cette histoire positive.

La deuxième chose, c'est la sécurité. Je le disais, nous avons été touchés par le terrorisme qui a été fomenté dans votre pays, que nous sommes touchés et bousculés lorsque le terrorisme revient et que nous voyons aujourd'hui ce qui se passe depuis des mois dans la région. A cet égard, le chemin syrien, par sa singularité, est un chemin d'espoir et aussi une voie de souveraineté qui sait résister aux interférences étrangères. On en a besoin.

Donc nous, nous avons un intérêt de sécurité. Nous ne voulons pas que des combattants étrangers présents ici, nous ne voulons pas que des groupes terroristes encore présents ici ou dans la région puissent nous menacer. Donc le partenariat sécuritaire est très important pour nous. Être sûr qu'il y a un Etat avec un appareil sécuritaire fort, mais aussi une bonne coopération avec nous pour nous protéger et protéger les Françaises et les Français.

Enfin, on a un intérêt commun dans la politique régionale, je l'évoquais, parce qu'on croit à la même grammaire d'action. Il y aurait beaucoup d'autres choses à citer, mais peut-être que je vais m'arrêter là. J'ai fini tout à l'heure avec la culture et l'éducation, mais pour moi, c'est aussi une des grandes priorités. Je pense qu'on a beaucoup à faire ensemble en matière de culture, d'éducation, que c'est un axe-clé pour que votre pays bâtisse pleinement son avenir et que la France a toujours été là sur ce sujet au soutien des écoles, des universités, de votre culture, et nous souhaitons y reprendre toute la place. Je pense que c'est extrêmement important aussi.

Journaliste

Bonjour, messieurs les présidents. Monsieur le président al-Charaa, il y a eu deux explosions ce matin à Damas. Est-ce que vous avez des informations sur la responsabilité et la circonstance de ces attentats ? Et est-ce que, quelque part, ces attentats qui ont eu lieu à proximité de l'hôtel où logeait le président lors d'une visite aussi importante ne remettent pas en cause ou mettent en péril cet espoir d'une nouvelle ère propice aux investissements que vous évoquiez tous les deux ce matin devant les investisseurs ? Et, monsieur le président, si vous pouvez dire un mot là-dessus, ce serait très bien aussi. Merci.

[Réponse de M. Ahmed al-Charaa, président de transition de la République arabe syrienne]

Emmanuel MACRON

Bonsoir. Par courtoisie, comme j'ai été interpellé par votre confrère français, je vais juste dire que je souscris à ce qu'a dit le président Charaa. D'abord, j'ai une pensée pour les blessés de ce matin, qu'il s'agisse de civils ou de forces de sécurité. Et j'espère que la santé et la situation de chacun s'améliorera dans les meilleurs délais. Ensuite, les choses sont bien organisées. Nous avons fait ce voyage en connaissance de cause, en étant organisés côté français, en étant organisés côté syrien. Nous ne sommes pas dupes sur à la fois les éléments de risque, mais ils sont maîtrisés, et aussi sur la volonté de certains groupes d'empêcher le retour plein et entier de la Syrie dans le concert des nations. Et je pense qu'il faut à la fois être aux côtés de ceux qui ont été blessés, continuer d'être intraitables en matière de sécurité, vous l'êtes ici et nous le sommes quand nous nous déplaçons, mais ne pas nous laisser déstabiliser sur l'importance du chemin qui est le nôtre. Donc on avance.

Journaliste

Question au président Macron. Monsieur le Président, vous avez affirmé la nécessité de respecter la souveraineté des Etats et le droit international. Quelle est la position officielle de la France quant aux incursions israéliennes dans le Sud, et quelle forme prendra le soutien dont vous avez parlé à l'instant, le soutien que la France peut accorder au gouvernement syrien pour soutenir ses revendications, comme les a exprimés le président Charaa aujourd'hui, à savoir le retrait des Israéliens jusqu'à la ligne d'avant le 8 décembre ? Merci.

Emmanuel MACRON

Nous condamnons ces incursions comme nous condamnons toute violation de la souveraineté. Nous l'avons fait dès le début avec beaucoup de clarté. Nous considérons que, y compris pour sa propre sécurité, l'unité israélienne n'a jamais intérêt à violer la souveraineté de ses voisins. Elle a intérêt à discuter et à construire un chemin de sécurité partenariale où chacun assure la sécurité chez soi. C'est d'ailleurs ce que nous avons aussi défendu pour le Liban et mis en œuvre en 2024-2025, et je pense que partout où on viole la sécurité de son voisin, on fait croire aux gens qu'on les protège à court terme, mais on construit les recettes de l'insécurité de long terme. Donc nous condamnons toute forme d'incursion sur le territoire d'un tiers, et je pense que toutes les incursions sur votre territoire souverain dans son intégralité sont de mauvaises choses.

Ensuite, sur la sécurité et le partenariat avec la Syrie, je l'ai dit, c'est le partenariat avec un Etat souverain, et donc nous sommes disponibles, et nous avons commencé les discussions. Il y a eu des premières missions préparatoires. Elles seront suivies par d'autres missions techniques. Nous voulons œuvrer ensemble pour vous aider à la formation. On le fait d'ailleurs en matière de protection civile, avec aussi le partenariat avec le Qatar sur les casques blancs. Ça fonctionne très bien. On l'a fait aussi par le passé. Et donc formation.

Ensuite, un partenariat capacitaire pour permettre l'équipement et la diversification des équipements de vos armées, et nous sommes prêts à des partenariats dans la lutte contre le terrorisme. Je l'ai dit, la France reste engagée dans la région dans la lutte contre le terrorisme. Nous l'avons été jusqu'à très récemment dans votre pays, dans le Nord-Est syrien. Nous le sommes en Jordanie, en Irak et avec constance, et donc nous sommes aussi prêts, dans un cadre que nous sommes en train de redéfinir, à apporter notre soutien à travers nos forces spéciales dans la lutte contre le terrorisme et les groupes terroristes, pour toutes les raisons que j'évoquais. Donc voilà quelques-uns des axes, mais tout ça est ce que nous avons discuté ensemble avec le Président ce matin, qui a donné lieu à plusieurs échanges ces dernières semaines et que nous allons poursuivre pour le finaliser très prochainement.

Journaliste

Monsieur le Président Macron, vous parliez des violations à la souveraineté libanaise et syrienne. Que peut concrètement faire la France pour aider à restabiliser le Liban et la Syrie ? Monsieur le Président Charaa, comment la Syrie entend aider le Liban à restabiliser sa frontière, à lutter contre le mouvement Hezbollah ? Et monsieur le Président, je suis désolée, à cause de l'actualité, on a une question nationale. La Cour d'appel a visiblement, dans son jugement, permis à Marine Le Pen d'être éligible pour l'élection. Quelle est votre réaction ? Est-ce que vous pensez que c'est sain pour la démocratie ?

Emmanuel MACRON

Ce qui est sain pour la démocratie, c'est que le président de la République ne commente pas les décisions de justice. Donc je vais m'en tenir à cette grammaire, qui plus est à l'étranger.

Ensuite, sur la stabilité dans la région et l'intégrité territoriale. Nous, on a la même règle partout. C'est ce que nous avons défendu toutes ces dernières années en Irak, avec, je le rappelle, les initiatives que nous avons bâties avec ces Conférences de Bagdad pour la souveraineté irakienne. C'est ce que nous défendons pour le Liban, c'est ce que nous défendons pour la Syrie, c'est ce que nous défendons pour la Palestine. Il n'y a pas de double régime, il n'y a pas de double standard. Sinon, quelle est la crédibilité de la France quand elle va plaider la souveraineté ukrainienne face à la Russie ? C'est pour ça que, derrière, on peut demander aussi à des gens comme le président Charaa ou d'autres d'être, à nos côtés, comprenant ce qu'on défend en Ukraine. Ce sont les mêmes principes. Le droit international ne varie pas en fonction des latitudes, des longitudes. Et donc, je pense que la bonne méthode, si je prends l'exemple du Liban, de ce qu'on a mis en oeuvre, d'ailleurs, en 2024 et 2025, et de ce qui fonctionne, c'est d'avoir un mécanisme de coordination avec des garants, en l'espèce, la France et les Etats-Unis jouaient ce rôle au Liban, et ça a fonctionné, qui fait que, quand il y a un différend, un désaccord ou des inquiétudes émises par, en l'espèce, l'armée israélienne, c'est ce mécanisme de coordination qui en prend compte et qui permet d'avoir de la transparence et d'éviter tout de suite qu'on aille bombarder.

Ensuite, c'est le renforcement et la consolidation des institutions légitimes, c'est-à-dire la présidence, le gouvernement, les forces armées libanaises, les forces de sécurité intérieure, les gens qui ont le monopole légitime des armes. Que voulez-vous aller expliquer aux gens qu'il faut retirer les armes au Hezbollah si vous affaiblissez ceux qui ont le monopole légitime ? Vous les poussez dans la guerre civile. Donc le 2ème bloc, c'est ça, c'est de redonner les moyens à ceux qui sont les détenteurs de l'autorité légitime de défendre leur pays. Nous l'avons fait et nous sommes prêts à le refaire dès que le cadre sera approprié, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, mais donc avec des conditions claires. Et puis derrière, un mécanisme de reprise progressive du territoire pour que la souveraineté libanaise soit pleinement recouverte avec un mécanisme de contrôle des armes conforme, d'ailleurs, à ce que le Président Aoun a dit dès le début de son mandat et qui est à mettre en oeuvre, et la reprise des armes par ces autorités légitimes. C'est ça, ce à quoi nous croyons. Et donc, au fond, nous pensons qu'il faut désarmer le Hezbollah, nous pensons qu'il faut qu'Israël quitte le territoire libanais et nous pensons qu'il faut consolider les institutions légitimes et restaurer la souveraineté du Liban. Et nous pensons aussi que pour la Syrie, elle doit être pleinement souveraine et unie et que tous ceux qui occupent son territoire doivent quitter et qu'ils doivent trouver des mécanismes et bâtir des mécanismes pour faire valoir leurs intérêts de sécurité qui sont à prendre en compte par le gouvernement actuel.

[Réponse de M. Ahmed al-Charaa, président de transition de la République arabe syrienne]

Journaliste

Je voudrais poser une question au président français. Vous avez rappelé l'engagement de la France à soutenir une Syrie unifiée et pluraliste. Comment est-ce que vous conciliez cela avec les appels de certains à s'ingérer dans les affaires syriennes ou à diviser la Syrie ?

Emmanuel MACRON

Je ne les suis pas. C'est assez simple. Et donc, je pense que la Syrie mérite cette unité, le respect de son peuple, et je l'ai dit, dans toutes ses composantes. Mais pour ça, c'est l'unité à préserver, d'abord l'unité par le peuple et pour le peuple lui-même, le travail que fait le gouvernement actuel en matière de sécurité, mais aussi d'éducation, d'économie. C'est le travail que la justice doit faire et il est extrêmement important. Et donc, nous, c'est d'accompagner ce chemin. Et je pense qu'on aurait tort de penser qu'on peut faire réussir une des composantes du peuple syrien contre l'autre, surtout quand on parle depuis l'étranger. Et donc, je le dis avec aussi beaucoup d'estime, j'espère que vous l'avez compris, pour le peuple syrien qui s'est battu pour sa liberté. Et je crois qu'il mérite cela. Et au-delà des intérêts que nous défendons, on a le droit aussi d'être idéaliste quand on parle de politique au sens noble du terme. Et c'est quand même formidable qu'un peuple se soit battu pendant 14 ans pour sa liberté et qu'il la recouvre et qu'il ait envie de croire à son avenir. Et que nous, on ait envie d'y croire aussi et de l'aider. Et vous savez quoi ? C'est possible. Et nous avons connu dans d'autres temps, il y a plus de huit décennies, une période comparable. Rien n'est comparable, elle était très différente avec ce que vous avez vécu, mais notre histoire contemporaine, à nous, Français, nous enseigne ce que c'est que de rebâtir les cadres d'un Etat au sein d'une société qui recouvre la liberté, mais qui a chaque jour, en quelque sorte, une documentation complète pour expliquer comment les uns pourraient être contre les autres. Nous nous sommes reconstruits en mettant notre unité au-dessus de tout, en mettant le goût de la paix au-dessus de tous les différends, en mettant la volonté d'avancer pour nos enfants comme étant supérieure à toutes les divisions. Je ne dis pas que ça vaut partout et pour tout temps, mais je trouve que ce serait formidable que ça vienne ici, et je pense que c'est possible. Alors, courage.